



**HAL**  
open science

# La double transition civile et militaire de la Russie

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La double transition civile et militaire de la Russie. Ares, Défense et Sécurité, 2001.  
hal-03546866

**HAL Id: hal-03546866**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03546866v1>**

Submitted on 28 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La double transition civile et militaire de la Russie

Jacques Fontanel

Ares, Défense et Sécurité, 2001.

Grenoble

La conversion d'une industrie d'armement en une industrie civile implique un changement radical des priorités politiques, technologiques et économiques d'un pays. La réduction des dépenses militaires conduit à une dévalorisation du capital technique et humain souvent inapproprié aux contraintes du secteur civil. Dans le même temps, la Russie s'engage dans un processus de transition économique vers une économie de marché. L'Union soviétique a engagé d'énormes moyens dans le domaine militaire que la Russie ne peut ni ne veut prolonger, car cette stratégie a conduit à la fois à un appauvrissement des citoyens et au développement des inégalités sociales. La conversion devient un investissement pour la paix, à condition que l'économie russe, qui a connu un fort traumatisme politique et social, sorte de l'ornière de la crise économique inévitable de la transition.

The conversion of an arms industry into a civilian industry implies a radical change in the political, technological and economic priorities of a country. The reduction of military spending leads to a devaluation of technical and human capital, often inappropriate to the constraints of the civilian sector. At the same time, Russia is engaged in a process of economic transition to a market economy. The Soviet Union has committed enormous resources to the military field, which Russia cannot and does not want to prolong, because this strategy has led to both the impoverishment of its citizens and the development of social inequalities. Conversion becomes an investment for peace, provided that the Russian economy, which has undergone a strong political and social trauma, gets out of the rut of the inevitable economic crisis of the transition.

Reconversion des industries militaires, transition économique, Russie  
Conversion of military industries, economic transition, Russia

La conversion est généralement définie comme une nouvelle allocation de ressources du secteur militaire vers des utilisations civiles. Elle exprime trois situations :

- d'abord, au niveau microéconomique, elle signifie la transformation d'usines productrices d'armement en installations industrielles destinées à la production de biens civils, dans le même lieu et avec la même main d'oeuvre. Elle n'est pas toujours techniquement, ni économiquement souhaitable.

- Ensuite, la conversion s'inscrit dans le cadre plus général de la stratégie des firmes et elle n'implique donc pas nécessairement la réutilisation des hommes et des équipements. Elle suppose la création de nouveaux marchés et de nouveaux produits à buts pacifiques. Son succès dépend du fonctionnement concret du marché du travail, de la structure et de la flexibilité du capital, et de la concurrence internationale.

- Enfin, elle se présente comme le processus continu et à long terme, engagé par le couple entreprises-autorités publiques, de redéploiement des ressources militaires en faveur d'activités civiles. Elle suppose un effort national de formation, d'information, de financements prioritaires, etc... Les solutions aux problèmes économiques du désarmement renvoient à la recherche de nouvelles règles du jeu entre les grandes puissances (Schmidt, 1993).

La conversion implique un changement général des priorités politiques, technologiques, économiques. Elle se présente comme une opportunité de réexamen des directions fondamentales dans lesquelles la société s'engage. La réduction des dépenses militaires tend, dans un premier temps, à augmenter les dépenses par la dévalorisation d'un capital technique et humain désormais inapproprié aux contraintes du secteur civil. La conversion se heurte ensuite à plusieurs obstacles, notamment le recyclage de la main d'oeuvre faiblement formée aux contraintes du marché, la spécialisation excessive des sociétés peu familiarisées avec la concurrence, l'adaptation de la technologie militaire aux contraintes commerciales et l'identification de marchés civils rentables dans une période généralisée de récession. A plus long terme, compte tenu de la nature improductive de l'effort militaire, ceteris paribus, le processus de paix favorise la satisfaction des besoins essentiels. Le désarmement constitue un véritable investissement, avec un coût de départ et des recettes attendues, réparties sur plusieurs périodes identifiables. Il convient alors successivement d'analyser :

- la nécessité historique de la conversion,
- le traumatisme économique qu'elle provoque et
- la conversion comme investissement de la paix

### **I. La nécessité historique de la conversion**

Avec l'effondrement du système socialiste, la fin de la guerre froide et la persistance de la crise économique, la conversion des activités militaires en productions civiles est devenue nécessaire. Compte tenu de la diversité des situations, les réponses des pays n'ont pas été identiques. La conversion de plusieurs pays est alors analysées : la Russie, les Etats-Unis, la France, notamment.

## **II. Le traumatisme économique du désarmement**

Au départ, le désarmement constitue un coût économique non négligeable, provoquant une crise économique dans certains secteurs susceptibles de se propager à d'autres secteurs. C'est pourquoi il rencontre de nombreux obstacles économiques.

### **I.1. Le désarmement comme coût**

Le désarmement est généralement présenté comme un facteur de développement économique et social. Cependant, tout désarmement n'équivaut pas nécessairement à une réduction des dépenses militaires.

Après avoir mis en évidence les théories économiques disponibles (Pivetti, Seymour Melman, Lawrence Klein, Michael Ward ou Keith Hartley), l'auteur rappelle les conséquences économiques différentes des formes variées du désarmement. Il rappelle que les théories économiques du développement ont parfois insisté sur le caractère "développant" des dépenses militaires. Cependant, reprenant en cela une analyse publiée dans *Defence and Peace Economics* (en collaboration avec Michael Ward), il conteste cette hypothèse, mettant en avant le caractère conjoncturels des effets positifs (théorie keynésienne d'augmentation de la demande), mais surtout les effets négatifs en termes de coûts d'opportunité à long terme. Il y a quatre formes principales de désarmement : la destruction des stocks militaires, l'interdiction négociée de certaines armes, la réduction des dépenses militaires et le désarmement rampant. Ces décisions politico-économiques ne conduisent pas nécessairement à une réduction des dépenses militaires. Elles n'ont pas non plus une relation immédiatement positive sur le développement, elles peuvent même conduire à une récession durable. Autrement dit, et c'est l'une des hypothèses que l'auteur a mis en évidence, il n'y a pas de symétrie entre les effets de l'armement et celui du désarmement. En effet, les effets stocks l'emportent sur les effets flux. C'est pourquoi l'auteur présente plusieurs principes importants qu'il convient de suivre scrupuleusement pour faire de la conversion et du désarmement un facteur de paix.

Reprenant les études du Groupe d'experts des Nations Unies sur le désarmement, il considère qu'il n'est pas opportun de parler de dividendes du désarmement (car ceux-ci n'existent pas, lorsqu'il n'y a pas de partage de coûts). Il préfère l'expression "Investissement de la paix", qui souligne la caractère positif à terme d'une procédure de désarmement, mais, comme tout investissement, il existe des risques d'échec qu'il convient de limiter.

### **I.2. Les obstacles à la conversion**

Il existe de nombreux obstacles à la conversion :

- *L'existence d'un complexe militaro-industriel.* Le complexe militaro-industriel est une coalition d'intérêts qui unit les industriels et les militaires dans le but d'assurer un développement continu de la production et de la vente des armes. Les intérêts communs de l'armée et des industries d'armement sont nombreux, notamment dans la définition des choix publics. La production d'armes influence toutes les branches de l'économie et elle conditionne la vie de nombreuses régions et entreprises ; elle reçoit alors le soutien des syndicats ouvriers et des responsables locaux pour maintenir, parfois artificiellement, les commandes pour préserver l'emploi sectoriel (aéronautique, construction navale, armement terrestre, notamment) et l'activité régionale. Le complexe militaro-industriel favorise les

innovations coûteuses justifiées par l'impératif de la défense nationale et la primauté du technologique sur l'humain. Il souligne la permanence des dangers. Le complexe militaro-industriel rechigne à la conversion, lorsqu'il ne s'y oppose pas en proposant soit la recherche de marchés à l'exportation, soit une diversification des matériels militaires.

- *Le fonctionnement et l'efficacité de l'économie nationale.* L'environnement du secteur militaire est souvent oligopolistique ou monopolistique. Les grandes compagnies établissent des réseaux inter-firmes de façon à obtenir les grosses commandes. La plupart des contrats ne font pas l'objet d'une réelle compétition. L'industrie d'armement est concentrée dans un nombre limité de secteurs et de régions. L'industrie d'armement favorise la mise en place d'une véritable politique industrielle. L'Etat exerce un rôle fondamental sur la recherche-développement et il favorise le chiffre d'affaires et les bénéfices de quelques grandes entreprises très liées au complexe militaro-industriel. La diversification implique des coûts d'acquisition, d'identification des marchés civils, de création de nouveaux réseaux commerciaux dans une situation de réduction des commandes militaires et de sous-utilisation des capacités industrielles disponibles. C'est pourquoi il y a tant d'oppositions de la part des industries d'armement à la conversion.

- *Les divergences des technologies, des produits, des acteurs et des cultures militaires et civiles.* Les produits militaires sont souvent friands de performance technologique notamment dans la recherche systématique de limitation de l'intervention humaine entre les ordres et l'exécution. L'obsolescence planifiée a souvent aussi été une caractéristique vérifiée aux Etats-Unis, conduisant ainsi à l'arsenal baroque, mais l'URSS avait fondé une partie de son action sur la rusticité des équipements, avec un choix clair de la quantité comme facteur de qualité, notamment dans l'équipement conventionnel. Si les entreprises spécifiquement militaires sont mal armées pour faire face aux contraintes du marché, celles qui travaillent partiellement pour l'industrie civile connaissent aussi des difficultés d'osmose des activités pour trois raisons au moins : le secret, les règles administratives et les contraintes financières. Le secret qui prévaut dans de nombreuses productions militaires limite les possibilités d'économie d'échelle avec le secteur civil. Les règles administratives fixées par le Ministère de la Défense sont peu sensibles aux considérations économiques. Enfin, le management et les personnels des industries militaires n'ont pas toujours les compétences requises pour la compétition économique.

### **III. L'investissement de la paix**

La paix permet de développer les productions destinées au bien-être des populations. Si à l'origine, elle se présente comme un coût, elle fournit ensuite des aménités positives comparables à celles fournies par les investissements. Ceux-ci peuvent conduire à des résultats positifs, mais aussi ils peuvent échouer. Au niveau macroéconomique, les résultats attendus sont plutôt positifs à moyen et long terme, à condition de respecter des procédures et des actions rationnelles.

### **III.1. Les investissements du désarmement**

Pour le Rapport de l'UNIDIR (1992), il est inexact de parler de dividendes de la paix, car toute procédure (technique, financière, économique) de conversion est coûteuse. Il n'en reste pas moins vrai qu'à long terme, des effets très positifs peuvent être attendus d'une réduction substantielle des efforts militaires nationaux ; dans ces conditions, il est plus judicieux de parler d'investissement de la paix. Ces analyses sur l'investissement de la paix mettent en évidence les relations entre le désarmement et les variables économiques fondamentales comme la croissance, l'investissement ou l'inflation. Les conclusions principales indiquent que :

- les choix des politiques industrielles sont importantes dans la réussite de la conversion,
- qu'il s'agit bien de paris industriels, qui ont un degré de réussite non négligeable, à condition de bien définir les procédures.

### **III.2. Les procédures de conversion**

Lorsqu'une entreprise d'armement se doit de modifier son activité à la suite d'un processus de désarmement plusieurs solutions sont proposées. En fait, elles recouvrent toutes, directement ou indirectement et à des degrés divers, le couple diversification industrielle/conversion d'une activité militaire en une activité civile.

1) D'abord, le développement des exportations est souvent recherché conjoncturellement. Il existe des exportations " paupérisantes ", notamment lorsque l'offre sur le marché mondial est supérieur à la demande (ce qui intervient toujours en période de désarmement). Cette solution produit souvent des effets négatifs sur l'économie nationale.

2) La restructuration des entreprises, par une réduction du volume de la production, les mises à pied, la vente ou les fermetures d'usines s'accompagne souvent d'une grande vague de concentration (achat de la division défense de Philips par Thomson CSF, celui de MBB par Daimler ou de Plessey par GEC).

3) La spécialisation conduit la firme à resserrer l'éventail des produits fabriqués, à identifier les niches à l'abri des restrictions des crédits publics ou les créneaux à forts potentiels de profits. Cette démarche est utilisée par les PME, et elle ne va pas sans mises à pied et fermetures des usines.

4) Le développement de technologies génériques (ou duales), susceptibles de donner lieu à des applications civiles, est encouragé aux États-Unis. Il met l'accent sur l'émergence de technologies militaires plus utiles au secteur civil. La firme militaire cherche alors à se rapprocher des contraintes civiles du marché et à limiter les coûts.

5) Souvent revendiquée, la diversification a souvent abouti à des échecs. Il s'agit d'un processus à moyen terme d'élargissement de la gamme des produits militaires ou civils vendus. Cette démarche convient souvent aux firmes qui désirent rester dans le secteur de l'armement et qui cherchent dans ce dessein de nouveaux produits de complément.

6) La privatisation des entreprises publiques d'armement repose sur l'idée selon laquelle le marché est capable d'assurer, par lui-même, les nécessaires opérations et coûts (notamment sociaux) de la survie de l'entreprise. Cette procédure n'implique a priori aucune transformation de la production elle-même ; seuls les critères de gestion sont transformés, par la recherche du profit et l'affaiblissement des concepts de sécurité et de défense nationales.

7) L'ajustement consiste à préparer la transformation ou l'évolution des activités militaires. Les libéraux estiment que le processus public de conversion/diversification, dirigé par l'Etat ou les collectivités régionales ou locales, est impraticable car le marché est mieux à même de réaliser les ajustements automatiques consécutifs à une réduction des dépenses militaires. Le rôle des syndicats est essentiel dans ce processus de transformation des mentalités et des activités, mais le mouvement est divisé sur cette question.

8) La conversion pure et simple consiste à transformer complètement l'activité principale de l'entreprise. Pour les dirigeants d'entreprises d'armement, les coupes sombres du budget de la défense signifient une perte de pouvoir et de privilèges et ils préfèrent parfois abandonner la partie plutôt que de céder une partie des prérogatives fondées sur les relations privilégiées avec l'Etat, dans le cadre d'une industrie protégée en termes de coûts, de recherche, de technologies. Plus la dépendance à l'égard du militaire est forte et plus la diversification vers le civil est difficile.

Les diversifications géographiques, technologiques, commerciales, de clientèle, de portefeuille ou de sous-traitance sont analysées. Il est possible de tirer plusieurs leçons de ces stratégies de diversification :

### III.3. Les propositions de gestion du désarmement

L'auteur rappelle les grandes propositions :

- *Le désarmement pour le développement.* Cette proposition, très en vogue des années 1950 aux années 1980, ne semble guère être justifiée, malgré sa grande popularité dans l'opinion publique et dans la diplomatie.

- *Un nouveau Plan Marshall.* Cette proposition a été faite Par Robert Schwartz et elle a été soutenue par Kenneth Arrow Prix Nobel d'économie. Cette solution est intéressante et elle pourrait compléter l'application de la taxe Tobin.

- *La mondialisation des décisions.* Elle est dangereuse si elle conduit à l'hégémonie d'un seul pays.

- *La mise en place de nouvelles règles de gestion.* Dans cette politique, la décentralisation et la libéralisation du secteur militaire est revendiquée. L'auteur en montre les dangers.

- *L'action de l'Etat.* Cette présentation très générale insiste sur le renversement des priorités des politiques économiques, en faveur notamment de l'environnement et de la démocratie. Plusieurs principes peuvent être énoncés (Fontanel & Ward, 1993).

- A court terme, une réduction des dépenses militaires n'équivaut pas à une amélioration de la situation économique nationale, car les usines, les équipements, les hommes jusque là affectés à la sécurité nationale sont susceptibles de connaître d'importantes difficultés de conversion et parfois même, pour les entreprises à productions duales (militaires ou non), de graves problèmes financiers, menaçant la compétitivité des produits destinés au secteur civil. La substitution des dépenses militaires en faveur des dépenses civiles ne permet guère à ces dernières de financer rapidement le capital nécessaire au maintien de l'emploi rendu précaire par l'obsolescence plus ou moins complète des installations destinées à la production des armements. Il faut, en outre, s'engager non seulement dans la conversion rentable des matériels existants, mais aussi réinvestir, développer de nouvelles activités et trouver de nouveaux débouchés. Cependant, à long terme, les avantages économiques attendus d'une procédure durable de désarmement peuvent être conséquents. Compte tenu de la nature improductive des dépenses militaires, il est incontestable que la première crise

de conversion réglée, la nouvelle situation de paix, si elle se pérennise, aura des effets positifs sur le développement économique mondial. Cependant, de nouvelles inégalités économiques peuvent naître provoquant de nouvelles tensions politiques et sociales susceptibles de relancer une nouvelle fois une course aux armements. Enfin, l'aide internationale peut avoir des effets pervers si elle conduit les économies pauvres à une destruction des productions locales et à une dépendance économique progressive, facteur de paupérisation (Fontanel, 1991).

D'un point de vue économique, le désarmement doit être conçu comme un investissement (de préférence) public. La destruction, la limitation ou le contrôle des armes peuvent avoir pour conséquence immédiate une augmentation des dépenses militaires elles-mêmes, par le triple effet d'une réduction des économies d'échelle augmentant le prix unitaire des matériels militaires, du développement des coûts de recherche-développement nécessaires au maintien de la capacité technologique de la défense et d'un effet de substitution vers les vecteurs militaires non sujets au contrôle. Les dividendes du désarmement se transforment en coûts. Ce n'est donc qu'après un délai plus ou moins long, et après avoir supporté des coûts, que le désarmement sera favorable au développement. Et en cela, il s'apparente à un investissement.

En conclusion, le désarmement n'a pas de valeur en soi, notamment si l'armement et la peur qu'il provoque sont une condition de la paix. Cependant, à long terme, le couple désarmement-paix est inséparable, car le désarmement sans développement n'est pas durable et le désarmement implique la recherche de projets communs concernant l'ensemble de l'humanité, notamment l'éradication du sous-développement et la remise en état de l'environnement. La définition des besoins mondiaux concernant la lutte contre la misère, la protection de l'environnement, la modernisation de l'infrastructure publique et des fondements industriels, les énergies renouvelables, les transports publics, les logements pourrait fournir des objectifs précis aux hommes pour les années à venir.

## Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble,

Arbatov, G. (2001), Origins and Consequences of « shock Therapy », in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press Standford.

Braguinsky, S. (1998), Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe, in *L'avenir de l'économie russe en question*, (Fontanel, J., Gaidar, I. Ed.), Presses Universitaires de Grenoble Grenoble.

Brunat, E., Fontanel, J., Samson, I. (2003), L'industrie d'armement de la Russie. Puissance et avenir, Rapport et conférence pour l'Académie d'Economie Nationale de Moscou, Moscou, décembre 2003.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003). Disarmament: A century of economic thought. *Defence and peace economics*, 14(3), pp.193-208.

Fischer, S. (1994), Russia and the Soviet Union Then and Now, in *The Transition in Eastern Europe*, University of Chicago Press, Chicago.

Fischer, S. (1998), L'avenir de l'économie russe, in *L'avenir de l'économie russe en question*, (Fontanel, J., Gaidar, I. Ed.), Presses Universitaires de Grenoble Grenoble.

Fontanel, J. (1993) Political Economy of Disarmament. [Research Report] Université Pierre Mendès France Grenoble, et Institut Economique de la Transition de Moscou.



Fontanel, J. Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3).

Fontanel, J., Gaidar, I. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Goldman, M.I. (1998), La Russie peut-elle développer une économie de marché normale ? in (Fontanel, J., Gaidar, I. Eds.) *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Coulomb, F. (1998), Le succès de la conversion des industries d'armement, condition nécessaire de la réussite de la transition, in *L'avenir de l'économie russe en question*, Sous la direction de J. Fontanel, Collection Débats, PUG, 1998.

Gonchar, K., Kuznetsov, Y., Ozhegov, A. (1995), *Conversion of the Post-Soviet defence industry : implications for Russian economic development*, International Center for Conversion, Bonn, February.

Gorbatchev, M. (2001), Foreward, in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press, Standford.

Intriligator, M. (1998), L'Amérique dort pendant que la Russie chancelle, in *L'avenir de l'économie russe en question* (J. Fontanel, I. Gaidar, Ed.), Presses Universitaires de Grenoble.

Karlik Alexandre., Fontanel, J. (1997), Les relations entre la Russie, la France et les pays en voie de développement : le cas de la Russie. Cahiers de l'Espace Europe, 1996.

Layard, R., Parker, J. (1996), *The Coming Russian Boom : A guide to New Markets and Politics*, Free Press, New York.

Menshikov, S. (1998), Le Fonds Monétaire International et la Russie. Il est temps que ça change ! in *L'avenir de l'économie russe en question*, (J. Fontanel, I. Gaidar. Ed.), Presses Universitaires de Grenoble Grenoble

Pomer, M. (2001), Introduction, in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press, Standford.

Pomer, M. (2001), Transition and Government, in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press, Standford.

Samson ; I. (1998), La Russie deviendra-t-elle une économie de marché ? in *L'avenir de l'économie russe en question*, (Fontanel, J., Gaidar, I. Ed.), Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Shkaratan, O. and Fontanel, J., 1998. Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4)

Smith, R., Humm, A. and Fontanel, J., 1987. *Capital-labour substitution in defence provision*. London.

Tobin, J. (2001), False Expectations, in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press, Standford.